

Le Conseil des ministres a évalué l'exécution du plan économique et du budget de l'État



La Havane, 2 déc (RHC) La réduction du déficit budgétaire de Cuba est l'une des actions prioritaires contenues dans les Projections du Gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie au cours de l'année 2024. D'où l'accent mis, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, sur

l'importance de continuer à rechercher et à exploiter les réserves qui existent encore dans les territoires afin d'augmenter, dans la mesure du possible, les recettes du budget municipal, et de réduire les dépenses inutiles.

Les résultats budgétaires montrent un déficit de 29 717 millions de pesos, ce qui représente 20 % du déficit prévu pour l'année en cours, et 39,6 % de ce qui était prévu pour cette date, a assuré le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, en présentant l'exécution du budget de l'État jusqu'à la clôture du mois d'octobre.

Cela confirme, a-t-il dit, les estimations d'amélioration que nous nous sommes fixées, sur la base de toutes les mesures qui ont été mises en place avec l'exécution des Projections du Gouvernement, la contraction des dépenses et l'augmentation des recettes. « La réduction du déficit fiscal a été soutenue tout au long de l'année », a-t-il souligné.

Une situation particulière à la fin du mois d'octobre, a-t-il souligné, est que le compte courant a enregistré un solde positif de 19 milliards de pesos, un comportement extraordinaire qui est associé à la reprise de cet indicateur au cours des mois précédents.

D'une manière générale, il a été fait référence à la manière dont les mesures adoptées pour faire face à la hausse des prix depuis le second semestre, ainsi que, entre autres éléments, les décisions liées au budget de l'État, telles que les ajustements, l'augmentation des recettes et la réduction des dépenses, ont permis d'obtenir de meilleurs résultats dans un ensemble de facteurs qui ont un impact positif sur la réduction du déficit fiscal.

PROJECTIONS ET ECONOMIE A LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE

Nous entrons dans une phase décisive pour faire le bilan de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à faire, avec l'évaluation correspondante des actions de continuité dans la mise en œuvre des projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie, a déclaré la première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, Mildrey Granadillo de la Torre, en mettant à jour les actions du mois dernier.

Au cours de la présentation qui a été faite à ce sujet lors des réunions du Conseil des ministres depuis le début de l'année, la première vice-ministre a précisé qu'au mois d'octobre, les tâches se sont concentrées sur la mise en œuvre du calendrier d'organisation des flux financiers et de l'accès aux devises, compte tenu de la nature transversale de cette projection.

À ce jour, a-t-elle précisé, sur 101 projections, 73 ont été approuvées (72 %), tandis que sur 253 actions, 148 ont été réalisées (58,5 %).

Au mois d'octobre, a-t-il assuré, il y a eu un suivi et un contrôle constants, tant du processus bancaire que des prix maximaux pour la commercialisation des six produits les plus demandés par la population : poulet haché, huile végétale, saucisse, lait en poudre, pâte alimentaire et détergent en poudre.

Il a également fait référence aux actions développées dans le but de faire progresser le principe de subventionner les personnes et non les produits.

Cela fait un mois, a-t-il souligné, que les effets négatifs de deux ouragans et de tremblements de terre ont obligé le gouvernement à concentrer son attention sur la récupération des provinces touchées, sans négliger le système de travail pour la mise en œuvre de ces projections.

L'évolution de l'économie à la fin du mois d'octobre a également fait partie des sujets inscrits à l'ordre du jour. À cet égard, Joaquín Alonso Vázquez, ministre de l'Économie et de la Planification, a détaillé plusieurs indicateurs dont les résultats ratifient les complexités auxquelles le pays est actuellement

confronté, comme les importations de biens, les recettes en devises provenant des exportations, les transporteurs d'énergie et le transport de marchandises et de passagers.

Malgré cette réalité, le fait est qu'il y a encore des signes d'une situation macroéconomique ordonnée. À cet égard, il a fait référence à la tendance à la baisse de l'inflation, tant mensuelle qu'annuelle, ainsi qu'à la réduction du déficit fiscal, au comportement du compte courant et aux indicateurs de la circulation monétaire, qui se rapprochent progressivement du résultat escompté.

Les mesures appliquées par le biais d'inspections, de plafonds de prix et d'autres mesures permettent d'obtenir une réduction des prix qui, bien qu'encore insuffisante, est un symptôme positif de l'ordre macroéconomique poursuivi, a-t-il déclaré.

Parmi d'autres aspects, il a également été fait référence à la production agricole, à la préparation de la prochaine campagne sucrière, à la circulation du commerce de détail, ainsi qu'aux chiffres de l'emploi et des salaires, avec une corrélation positive de l'indicateur de productivité salariale moyenne. Dans le domaine social, il a souligné que plus de 320 000 personnes en situation de vulnérabilité et près de 64 000 mères de trois enfants ou plus bénéficient d'une protection, entre autres actions gérées par le gouvernement.



CUBA RENFORCE SON ACTIVITÉ LÉGISLATIVE

Dans le cadre de l'ordre du jour de la réunion de la plus haute instance gouvernementale, les membres du Conseil des ministres, conformément aux compétences conférées par la Constitution de la République et les lois du pays, ont exercé l'initiative législative pour présenter trois projets de décret-loi à l'approbation du Conseil d'État : sur les marques et les noms commerciaux ; sur la simplification et l'intégration des procédures administratives ; et sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et des radiations ionisantes.

En ce qui concerne ce dernier document, il a été expliqué qu'il établit les piliers et les principes régissant l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le pays, tout en renforçant le caractère pacifique de son utilisation et des radiations ionisantes à Cuba, par le biais d'une disposition explicite interdisant la prolifération des armes nucléaires, répondant ainsi aux engagements internationaux pris par l'État cubain.

PRÉVENTION ET CONTRÔLE

Toujours dans le cadre de la réunion de la plus haute instance dirigeante, les membres du Conseil des ministres ont approuvé les directives générales et les objectifs des actions de prévention et de contrôle pour l'année 2025 du Bureau du contrôleur général de la République et du Système national d'audit, avant leur approbation par le président de la République.

Ces directives, a déclaré la Contrôleuse générale de la République, Miriam Marbán González, ont pour objectif de contribuer à un climat d'ordre, de discipline et d'exigence, grâce à l'exercice d'actions de prévention et de contrôle qui favorisent la transparence, l'efficacité et l'efficacité dans la gestion des administrations, en mettant l'accent sur les secteurs prioritaires de l'économie et de la société.

L'objectif, a-t-il estimé, est de progresser avec la coopération de tous pour freiner et éliminer la corruption en tant que phénomène social, en stimulant et en mobilisant la volonté et la participation des administrations, des travailleurs et de la population.

SUR L'ATTENTION PORTÉE AUX INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET AUX ASSOCIATIONS FRATERNELLES

L'ordre du jour de la réunion comprenait également un rapport sur l'attention portée par le gouvernement aux institutions religieuses et aux associations fraternelles, pour lesquelles il existe déjà un département au sein du Conseil des ministres, officiellement approuvé en mars 2023, avec « la mission d'assister le Premier ministre dans la conduite et l'exécution des tâches administratives qui découlent des normes qui mettent en œuvre la politique approuvée concernant les institutions religieuses et les associations fraternelles, liées à leurs besoins matériels pour l'accomplissement de leurs objectifs et de leurs finalités ».

Eloisa Valdés Pérez, chef du Département d'attention aux institutions religieuses et aux associations fraternelles, a déclaré qu'il s'agissait d'un événement historique dans le processus révolutionnaire cubain, puisque pour la première fois une structure a été créée au sein du gouvernement de la République pour s'occuper des affaires administratives des institutions religieuses et des associations fraternelles.

Elle est chargée, a-t-il dit, de rationaliser les procédures gouvernementales de ces entités à tous les niveaux et de faciliter leurs relations avec l'État, ce qui contribue à consolider l'unité du peuple cubain et ratifie le soutien de Cuba à la liberté religieuse.

Par ailleurs, comme l'a confirmé Caridad Diego Bello, responsable du Bureau d'attention aux affaires religieuses du Comité central du Parti, depuis sa création en 1985, ce bureau continue de travailler à la mise en œuvre de la politique de la Révolution cubaine à l'égard de la religion et des croyants.

CONSTRUIRE SANS LAISSER DE PLACE À L'ILLÉGALITÉ

L'analyse du Conseil des ministres comprenait également la présentation d'un rapport sur la situation des points de vente sur les autoroutes, les routes principales et les autoroutes, présenté par le major général Raúl Acosta Gregorich, président de l'Institut de planification territoriale et d'urbanisme (Inotu).

Il s'agit d'un problème, a-t-il expliqué, qui, ces derniers temps, en raison du manque de contrôle et de surveillance de la part des organismes d'inspection, des organisations, des entités et des gouvernements territoriaux, a connu une croissance incontrôlée du nombre de points de vente sur les autoroutes, les

routes principales et les autoroutes, présenté par le major général Raúl Acosta Gregorich, président de l'Institut d'aménagement du territoire et d'urbanisme (Inotu).

Il s'agit d'un problème qui, ces derniers temps, en raison du manque de contrôle et de surveillance de la part des organismes d'inspection, des agences, des entités et des gouvernements territoriaux, a connu une croissance incontrôlée en termes de construction de kiosques et de points de vente sur les autoroutes et les routes principales.

Parmi les autres illégalités détectées, il a mentionné la construction de points de vente sur le bord de la route, l'évasion fiscale, la violation de la réglementation urbaine ou l'inexistence d'un contrat ou d'un bail d'espace.

Afin de résoudre ces problèmes, les membres du Conseil des ministres ont approuvé la mise en œuvre d'un programme d'actions visant à éliminer les illégalités détectées chez les personnes physiques et morales, dans le strict respect des dispositions des instruments d'aménagement du territoire et d'urbanisme et des autres obligations établies par les entités participant au processus.

À cet égard, le Premier ministre a déclaré qu'il s'agit d'une question complexe, dans laquelle il y a eu un manque de contrôle et d'exigence pour assurer le respect des dispositions.

La direction du pays n'a rien contre le fonctionnement de ces points de vente, a-t-il souligné, mais elle n'a rien contre le désordre, l'indiscipline et la violation de ce qui a été établi pour leur fonctionnement.

(Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/371102-le-conseil-des-ministres-a-evalue-lexecution-du-plan-economique-et-du-budget-de-letat>



Radio Habana Cuba